

PLU approuvé le : 12/04/2012

Modifié le : 11/03/2015

Révisé sous format allégé le
11/03/2015 et le 06/06/2018

Modification simplifiée prescrite par
arrêté le 29/02/2024



Plan Local d'Urbanisme

Auto-Evaluation accompagnant la demande au
cas par cas

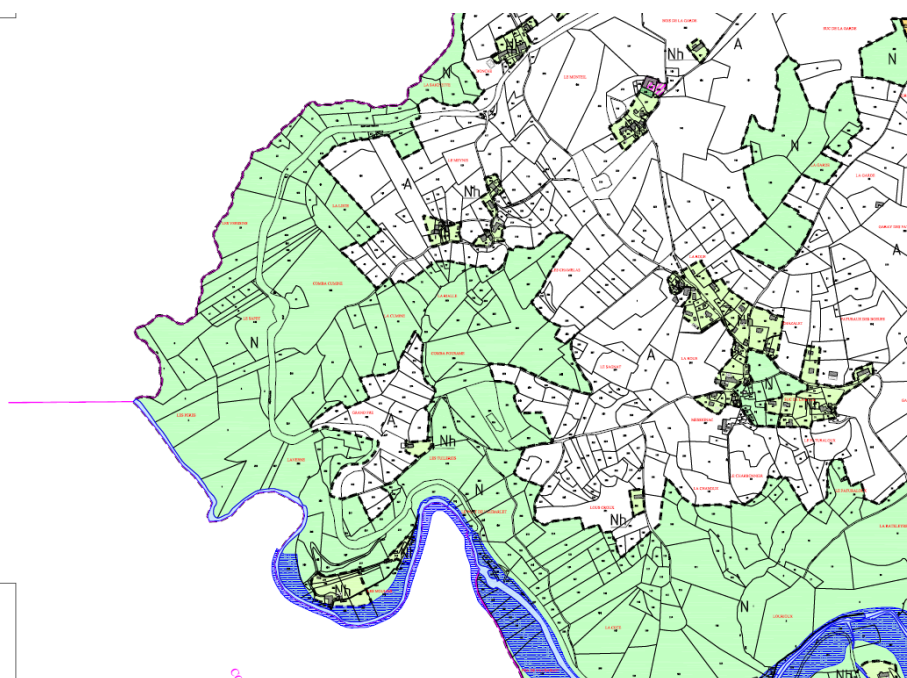
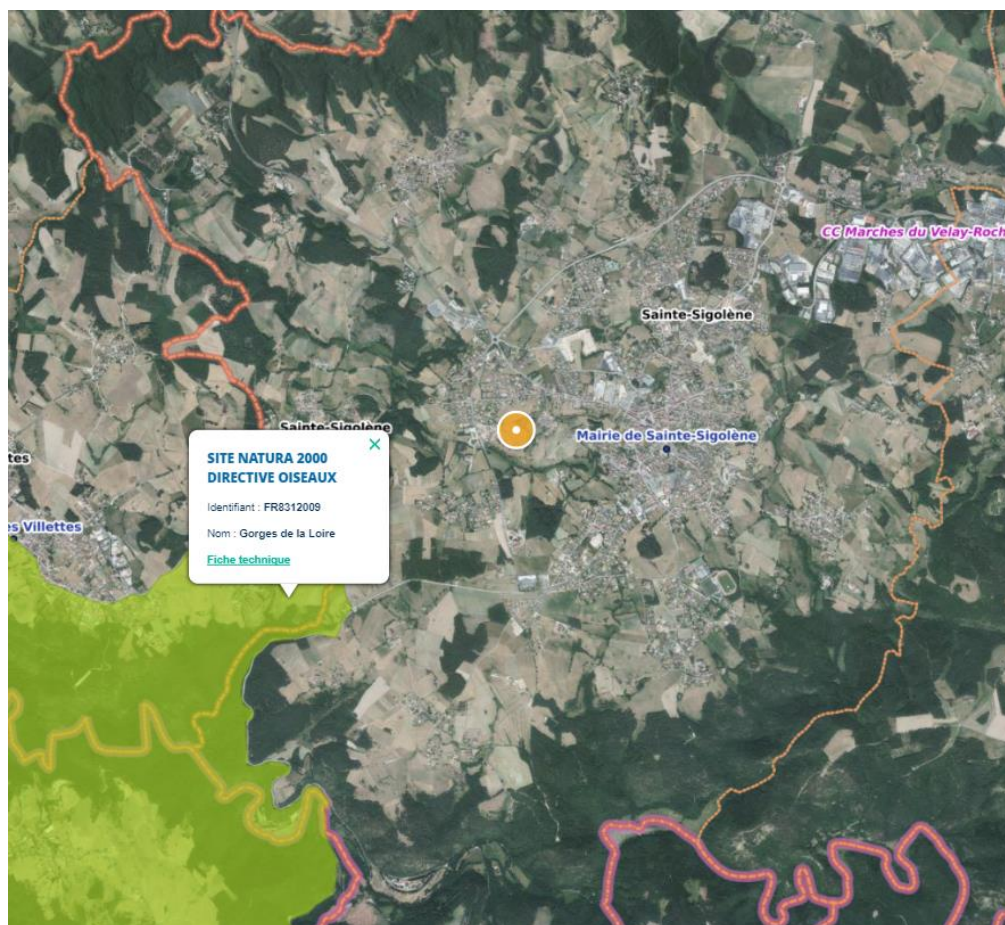
Introduction

Cette auto-évaluation est réalisée conformément à la rubrique 6 du formulaire de demande au cas par cas dans le cadre de la modification simplifiée du PLU de la commune de Sainte-Sigolène. Elle figure en annexe du dit formulaire rempli, également accompagné des pièces composant le projet de modification simplifiée du PLU.

L'exposé ci-dessous vise à démontrer que la procédure d'évolution du document d'urbanisme n'est à l'origine d'aucune incidence sur l'environnement.

1- Analyse au regard des sites Natura 2000

La commune de Sainte-Sigolène est concernée par le site Natura 2000- Directive Oiseaux- FR8312009- Gorges de la Loire.

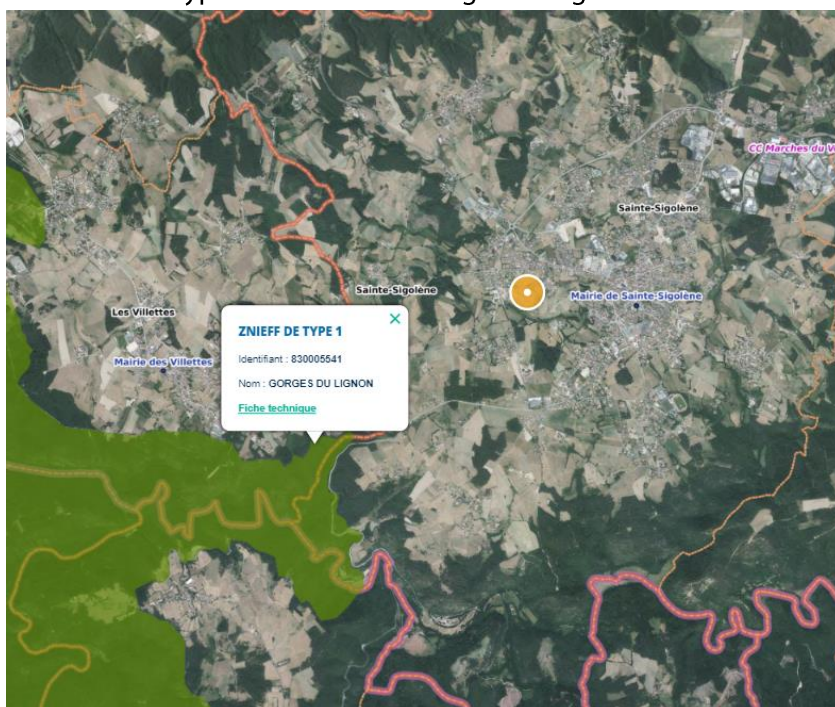


La modification simplifiée du PLU n'a pas pour objet de faire évoluer les différentes zones du PLU, ces espaces resteront donc classés en zone naturelle.

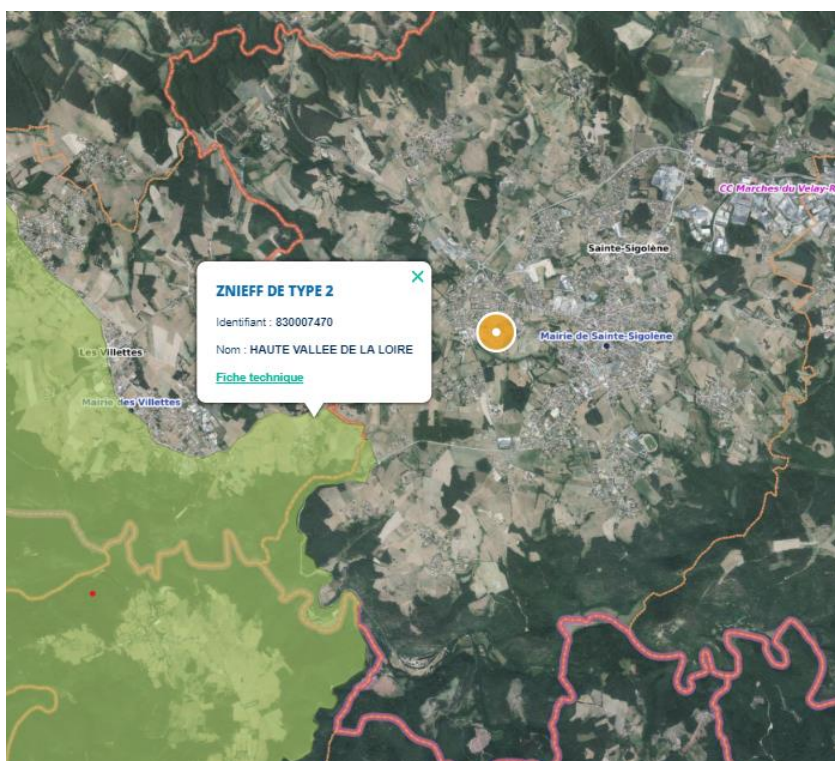
2- Analyse au regard des milieux naturels et de la biodiversité

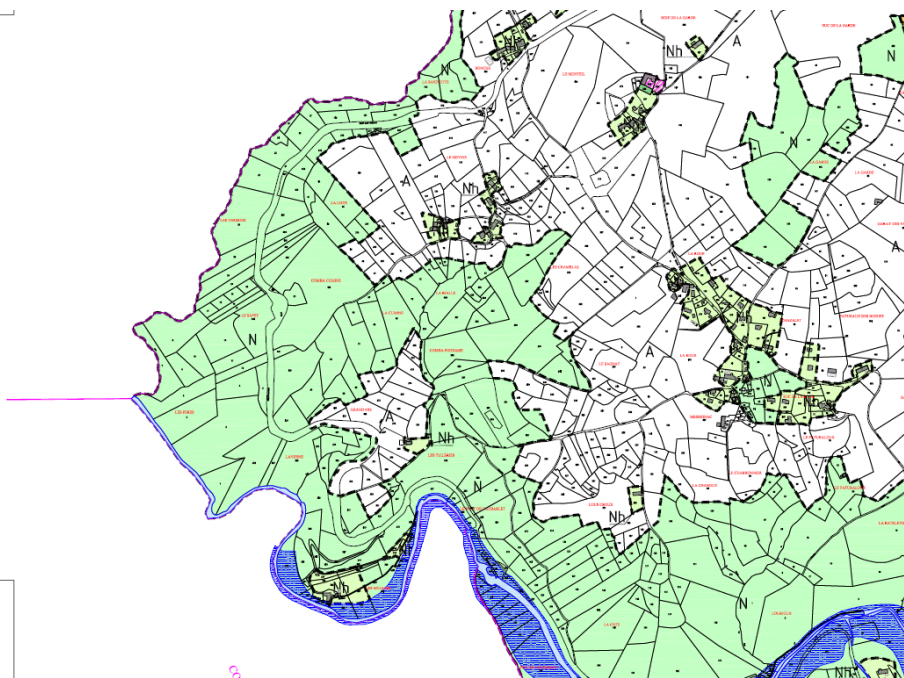
La commune de Ste-Sigolène est concernées par deux ZNIEFF sur sa partie Sud-Ouest :

- La ZNIEFF de type 1- 830005541- Gorges du Lignon



- La ZNIEFF de type 2 - 830007470 – Haute-Vallée de la Loire





Les parties du territoire communale concernées par les ZNIEFF ont été classées en zone naturelle. Le projet de modification simplifiée n'ayant pas pour objet de faire évoluer les zones du PLU, il n'a pas d'incidence sur la protection de ces milieux naturels.

Il en va de même pour la biodiversité ordinaire puisque la modification de PLU a pour seuls objets l'évolution du règlement écrit afin de faciliter l'intégration architecturale et paysagère des bâtiments et la suppression d'un emplacement réservé.

Enfin, le territoire communal ne comprend pas de zones humides identifiées indépendamment des espaces naturels protégés cités précédemment.

3- Les effets sur la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers

Plus de 85 % du territoire communal est actuellement classé en zones naturelle et agricole. La modification simplifiée, par son cadre légal et les objets de la présente procédure, n'a pas pour effet de réduire les surfaces agricoles et naturelles. La procédure n'a donc pas d'incidences négatives sur les espaces naturels, agricoles et forestiers.

4- L'alimentation en eau potable, l'assainissement et la gestion des eaux pluviales.

La gestion et l'exploitation des services en eau potable et en assainissement collectif ont été confiées au syndicat des eaux Loire Lignon. De plus la commune adhère au syndicat mixte de production d'adduction d'eau potable (SYMPAE) qui s'occupe de la production en eau potable.

La procédure de modification simplifiée, par son cadre légal et les objets de la présente procédure, n'a pas pour effet d'augmenter les possibilités de construire. Aussi, il n'y aura aucun impact négatif sur l'alimentation en eau potable ou le traitement des eaux usées.

Concernant les eaux pluviales, la modification simplifiée a pour objectif de renforcer les prescriptions inscrites dans le règlement écrit. Il s'agit d'inscrire l'infiltration à la parcelle comme premières solutions (à la parcelle pour les projets individuels ou à l'échelle de l'opération pour les opérations d'ensemble). Les rejets dans le réseau d'eaux pluviales ne seront admis que s'ils sont conformes aux orientations du SDAGE. Les rejets dans le réseau eaux usées séparatif seront interdits et les ouvrages de récupération des eaux pluviales devront faire l'objet d'un traitement paysage.

5- Analyse au regard des paysages et du patrimoine bâti

Afin de renforcer l'intégration paysagère des constructions et ainsi préserver les paysages et patrimoine bâti, la modification simplifiée a pour objet de renforcer le règlement en ce sens.

Aussi, il s'agit notamment de protéger l'architecture des anciens bâtiments de passementerie qui n'ont plus de vocation artisanale et industrielle par leur possibilité de mutation en logement. De plus, afin de conserver un dynamisme économique au sein du bourg et de ne pas dénaturer les rez-de-chaussée historiquement commerciaux, la modification a pour objet d'éviter la mutation de ces derniers en logements.

De plus, du fait des évolutions techniques, la règle d'implantation des panneaux solaires vient être précisée en autorisant leur positionnement superposé à la toiture. Cependant, afin de ne pas porter atteinte au patrimoine bâti du bourg historique, cette règle ne s'applique pas aux zones centrales UA et UAa. Dans ces zones, seule l'implantation intégrée reste autorisée.

Enfin, l'intégration paysagère des constructions est également renforcée par une évolution des règlements concernant :

- Les façades (les teintes brillantes, éblouissantes, réfléchissantes, blanches, noires ainsi que les couleurs vives sont interdites),
- L'insertion des constructions : En toute zone, les constructions doivent s'insérer harmonieusement dans leur environnement urbain et naturel afin de s'assurer de la préservation du patrimoine bâti et naturel,
- Les architectures étrangères à la région : d'ores et déjà interdites, elles sont illustrées d'exemples : chalets savoyards, maisons bretonnes, maisons basiques, maisons alsaciennes, mas provençaux, etc.
- Les clôtures (obligation de cohérence avec le voisinage),
- L'utilisation du bois en façade,
- La dimension des ouvertures,
- Les mouvements de terrain afin d'améliorer l'intégration des constructions dans la pente.

La commune de Sainte-Sigolène n'est concernée par aucune protection au titre des monuments historiques.

6- Analyse au regard de la gestion des déchets, de la pollution des sols, des risques et des nuisances

La gestion des déchets de la commune a été déléguée à la communauté de communes des Marches du Velay Rochebaron. La procédure de modification simplifiée, par son cadre légal et les objets de la présente procédure, n'a pas pour effet d'augmenter les possibilités de construire. Aussi, il n'y aura aucun impact sur la gestion des déchets et d'éventuelles pollutions des sols. Elle ne vient pas non plus augmenter les risques et les nuisances.

7- Analyse des incidences sur l'air, l'énergie et le climat

La procédure de modification simplifiée, par son cadre légal et les objets de la présente procédure, n'a pas pour effet d'augmenter les possibilités de construire. Aussi, il n'y aura aucun impact négatif sur la thématique, air, énergie et climat. A l'inverse, l'évolution du règlement vient faciliter l'implantation d'énergies renouvelables solaires et autorisant les panneaux solaires en superposition de la toiture (hormis dans le centre historique).